COMPTE-RENDU CONSEIL MUNICIPAL DU 4 MAI 2009

Le quatre mai deux mil neuf, le Conseil Municipal de Saint Etienne de Crossey s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Jean-François GAUJOUR, Maire.

Date de convocation : 28 avril 2009

Etaient présents : Mmes BURRIAT, BURET, CASSAGNE, MARRANT, MONTEREMAL PEYLIN, SCOLARI;

MM. BERENGER, BOIZARD, GAUJOUR, MIRALLES PERRET, ROUDET, ROUGEMONT, SCHNEIDER, TROUILLOUD.

Etaient absents :

Madame Véronique COATTRENEC donne procuration à Madame Marie Blanche MONTEREMAL

Madame Isabelle RONDELET

Monsieur Armand PERRIN

Secrétaire de séance : Madame BURET Véronique

TIRAGE AU SORT JURY D'ASSISES

Monsieur le Maire procède au tirage au sort du jury d'assises 2010. Il précise que ce tirage au sort se fait d'après les listes électorales des Communes de St Aupre, St Nicolas de Macherin, Chirens et st Etienne de Crossey. Il faut tirer au sort 15 personnes et le Président du Tribunal n'en retiendra que 5. Ces personnes pourront être appelées à faire partie d'un jury d'assise au cours de l'année 2010.

SAINT AUPRE

631 : PIN Benoit Né le 08/06/1960 à Lyon 3ème
Route des Verneys

347 : EXCOFFIER Michel Né le 19/06/1958 à Chambéry
128 impasse Clos des Vergers

SAINT NICOLAS DE MACHERIN

416 : JOSSE Chantal Née le 16/07/1954 à Vernon
épouse PAGLIERO
85 impasse de l'usine

725 : TROUILLET Michel Né le 19/08/1957 à Lyon 4ème
257 route des Combes

CHIRENS

250 : BOUTEILLON Marcel Né le 25/08/1940 à Le Pin
117 rue des Arts

1607 : UGNON Rachel Née le 21/03/1969 à Voiron
128 chemin des Touvières

1454 : ROMET Alexandre Né le 29/12/1986 à St martin d'Hères
Hameau de Clermont

- 291 :** BURGHOFFER Eline Née le 28/06/1983 à Ageville
98 route des Coquettes
- 393 :** CHORIER Gaëlle Née le 30/11/1984 à Voiron
224 route de la Garangère

SAINT ETIENNE DE CROSSEY

1^{er} Bureau

- 84 :** BERMOND Nicole Née le 24/07/1943 à Vilarlurin
épouse LONCHAMP
Lot. La Tour Tolvon
- 216 :** CHIARO Laurence Née le 28/03/1962 à Grenoble
épouse HUMBERT
Lot Le Montagnier Bas
- 639 :** MEUNIER Annette Née le 26/01/1953 à Senlis
épouse CHADELOT
200 allée de la Rossetière

2^{ème} Bureau

- 630 :** MOLLIER Chantal Née le 29/05/1961 à Voiron
335 chemin de l'étang
- 364 :** FEIGE Bénédicte Née le 27/11/1964 à Grenoble
344 route de l'ancienne poterie
- 1002 :** JEAN Marc Né le 12/12/1959 à Chambéry
134 allée du grand champ

26/2009

<p>TAXE D'HABITATION INSTITUTION D'UN ABATTEMENT A LA BASE DE 10 % EN FAVEUR DES PERSONNES HANDICAPEES OU INVALIDES</p>
--

Monsieur Roger TROUILLOU, Adjoint aux finances et aux associations sportives, expose au Conseil Municipal les dispositions de l'article 1411 II 3 bis du code général des impôts qui permettent d'instituer un abattement de 10% qui s'applique sur la valeur locative de l'habitation principale des personnes handicapées ou invalides.

Cet abattement est égal à 10% de la valeur locative moyenne des habitations de la commune.

Les personnes concernées doivent remplir une des conditions suivantes :

- être titulaires de l'allocation supplémentaire mentionnée à l'article L. 815-3 du code de la sécurité sociale, devenu l'article L. 815-24 du code de la sécurité sociale ;
- être titulaires de l'allocation pour adultes handicapés mentionnée aux articles L.821-1 et suivants du code de la sécurité sociale ;
- être atteints d'une infirmité ou d'une invalidité les empêchant de subvenir par leur travail aux nécessités de l'existence (DB 6 D 4233 n°20 à 24) ;
- être titulaires de la carte d'invalidité mentionnée à l'article L.241-3 du code de l'action sociale et des familles.

L'abattement est également applicable aux contribuables qui ne remplissent pas personnellement les conditions précitées mais qui occupent leur habitation principale avec des personnes mineures ou majeures qui satisfont à une au moins des conditions précitées.

Pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre ou le département, l'abattement à la base de 10% en faveur des personnes handicapées ou invalides, ne peut être institué que si ces collectivités ont fixé leurs propres abattements pour charges de famille.

Au vu de la demande de certains habitants de la commune Monsieur Roger Trouilloud, Adjoint aux finances, propose de faire voter par le Conseil Municipal l'abattement de 10% sur la base de la taxe d'habitation en faveur des personnes handicapées ou invalides.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité

Décide d'instituer un abattement de 10% sur la valeur locative des habitations soumises à la taxe d'habitation, en faveur des personnes handicapées ou invalides, prévu à l'article 1411 II 3 bis du CGI.

Charge Monsieur le Maire de transmettre ces nouveaux éléments à la préfecture de l'Isère, et à la Direction des Services fiscaux de l'Isère.

27/2009

CREATION D'UNE TAXE FORFAITAIRE SUR LES CESSIONS A TITRE ONEREUX DE TERRAINS DEVENUS CONSTRUCTIBLES
--

Vu la loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant Engagement National pour le logement (E.N.L.) et notamment son article 26,

Vu le Code Général des impôts, et notamment son article 1529,

Vu l'avis favorable de la commission finance en date du 21/04/2009

Monsieur Trouilloud Roger, Adjoint aux finances, expose au Conseil municipal que les communes peuvent, sous certaines conditions, instituer une taxe forfaitaire sur la première cession à titre onéreux de terrains nus qui ont été rendus constructibles du fait de leur classement par le plan d'occupation des sols (POS) ou le plan local d'urbanisme dans une zone urbaine ou à urbaniser ouverte à l'urbanisation.

Il explique ensuite que cette nouvelle taxe fait l'objet d'un nouvel article au Code Général des Impôts, l'article 1529, créé par l'article 26 de la loi E.N.L.

En voici les principaux apports :

1 – Les communes peuvent, sur délibération du Conseil municipal, instituer une taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains nus qui ont été rendus constructibles du fait de leur classement par le plan d'occupation des sols ou le Plan Local d'Urbanisme, dans une zone urbaine ou dans une zone à urbaniser ouverte à l'urbanisation.

2 – La taxe s'applique aux cessions réalisées par les personnes physiques et les sociétés et groupements, soumis à l'impôt sur le revenu afférent à la plus-value.

3 – La taxe est assise sur un montant égal aux deux tiers du prix de cession du terrain. La taxe est égale à 10% de ce montant. Elle est exigible lors de la première cession à titre onéreux du terrain intervenue après son classement en terrain constructible. Elle est due par le cédant.

4 – Une déclaration, conforme à un modèle établi par l'administration, retrace les éléments servant à la liquidation de la taxe. Lorsque la cession est exonérée en application du troisième et quatrième alinéa du paragraphe II de l'article 1529, aucune déclaration ne doit être déposée.

5 – La taxe est versée lors du dépôt de la déclaration prévue au paragraphe IV de l'article 1529.

6 –La délibération prévue au paragraphe I s'applique aux cessions réalisées à compter du premier jour du troisième mois qui suit la date à laquelle cette délibération est intervenue. Elle est notifiée aux services fiscaux au plus tard le premier jour du deuxième mois qui suit la date de laquelle elle est intervenue. A défaut, la taxe n'est pas due.

Cette taxe ne s'applique pas :

- Aux cessions portant sur des terrains qui sont classés en terrains constructibles depuis plus de 18 ans ;
- Lorsque le prix de cession du terrain est inférieur au prix d'acquisition effectivement acquitté par le cédant et tel qu'il a été stipulé dans l'acte de cession, majoré d'un montant égal à 200% de ce prix ;
- sur les dépendances immédiates et nécessaires de l'habitation principale ;
- sur les terrains frappés par une DUP ;
- sur les terrains échangés dans le cadre d'un remembrement ;
- sur les terrains dont le prix de cession est inférieur 15 000 euros ;
- sur les terrains cédés à des sociétés de logements sociaux ou à une collectivité territoriale dans le but de réaliser des logements sociaux.

Monsieur Roger Trouilloud explique que la délibération instituant cette taxe s'applique aux cessions de terrains réalisées à compter du premier jour du troisième mois qui suit la date à laquelle cette délibération est intervenue. Elle est notifiée aux services fiscaux au plus tard le premier jour du deuxième mois qui suit la date à laquelle elle est intervenue.

Considérant qu'il est légitime d'instaurer une taxe pour les propriétaires qui cèdent à titre onéreux des terrains nus devenus constructibles du fait de leur classement par le plan d'occupation des sols ou le plan local d'urbanisme dans une zone urbaine ou dans une zone à urbaniser ouverte à l'urbanisation, et ce afin de financer les équipements publics résultant du développement de cette urbanisation.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 16 voix et une abstention,

Décide d'instituer la taxe forfaitaire sur les cessions à titre onéreux de terrains devenus constructibles ;

Autorise Monsieur le Maire, à signer tous documents relatifs à cette nouvelle taxe ;

Demande qu'une copie de cette décision soit adressée aux notaires dont l'étude est située à Voiron ;

Charge Monsieur le Maire, de transmettre ces nouveaux éléments à la Préfecture de l'Isère, à la Trésorerie de Voiron et à la Direction des Services fiscaux de l'Isère.

28/2009

LOCATION MATERIEL ET HEURES PERSONNEL COMMUNAL

Monsieur Marc Boizard, Adjoint aux travaux, expose au Conseil municipal qu'une délibération avait été prise en 2007 pour la location de matériel communal, vu les difficultés que rencontrent certaines collectivités n'ayant ni suffisamment de matériel, ni suffisamment de personnel pour effectuer leurs travaux ; Des demandes de particuliers sont également parvenues à la mairie afin de louer matériels et personnels, dans la mesure où cela ne nuit pas aux travaux sur la commune leur mise à disposition est envisageable. Il propose de facturer ces services au même tarif que le Pays Voironnais :

Camion avec chauffeur 11 tonnes (l'heure)	47.62€
Tractopelle avec chauffeur (l'heure)	55.00€
Fauchage avec chauffeur (l'heure)	48.60€
Utilitaire avec chauffeur (l'heure)	35.40€
Utilitaire sans chauffeur (l'heure)	13.36€

Nacelle (l'heure)	66.40€
Camion point à temps manuel + chauffeur (l'heure)	58.32
Personnel seul (l'heure)	27.80€
Personnel avec matériel spécialisé (espace vert) (l'heure)	37.74€
Gommeuse de graffitis avec 2 personnes (l'heure)	78.44€

Après discussion et délibération,

Le Conseil municipal par 17 voix pour, accepte les tarifs mentionnés ci-dessus.

29/2009

**CONVENTION ETABLISSANT LES MODALITES DE SUVENTIONS POUR L'ASSOCIATION
CRECHE HALTE GARDERIE « LES ZEBULONS »**

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil de la convention établissant les modalités de versement de subventions à l'association Crèche Halte Garderie « Les Zébulons » pour l'année 2009.

Après avoir entendu et délibéré le Conseil municipal à l'unanimité autorise le Maire à signer cette convention.

30/2009

**CONVENTION ETABLISSANT LES MODALITES DE SUBVENTIONS POUR L'ASSOCIATION
« A.E.J »**

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil de la convention établissant les modalités de versement de subvention à l'association « A.E.J » pour l'année 2009.

Après avoir entendu et délibéré le Conseil municipal à l'unanimité autorise Monsieur le Maire à signer cette convention.

31/2009

Annule et remplace la délibération N°10/2009

Montant de la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages de distribution de gaz et aux canalisations particulières de gaz qui occupent le domaine public communal.

Monsieur le Maire expose que le montant de la redevance pour occupation du domaine public de la commune par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution de gaz n'avait pas été actualisé depuis un décret du 2 avril 1958.

Monsieur le Maire donne connaissance au Conseil du décret N° 2007-606 du 25 avril 2007 portant modification du régime des redevances pour occupation du domaine public des communes et des départements par les ouvrages transport et de distribution de gaz et par les canalisations particulières.

Il propose au Conseil Municipal ::

- de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public par le réseau public de distribution de gaz au taux maximum en fonction du linéaire exprimé en mètres, arrêté au 31 décembre de l'année précédente ;
- que ce montant soit revalorisé automatiquement chaque année par application à la fois du linéaire arrêté à la période susvisée et de l'index ingénierie mesuré au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1^{er} janvier. La recette correspondant au montant de la redevance perçu sera inscrite au compte 70323 ;
- que la redevance due au titre de l'année 2009 soit fixée en tenant compte de la date à laquelle le décret précité est entré en vigueur.

La formule de calcul est la suivante :

((0.035 euro x longueur de réseau) + 100 euros) x (ING08 / ING07).

A titre indicatif la longueur du réseau au 31 décembre 2008 est de 8 375 mètres linéaires, le montant de la subvention pour l'année 2009 s'élèverait à 417.31 €

Le Conseil municipal, entendu cet exposé et après en avoir délibéré :

Adopte à l'unanimité les propositions qui lui sont faites concernant la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distributions du gaz et aux canalisations particulières de gaz qui occupent le domaine public communal.

32/2009

VIREMENT DE CREDITS N°1/209

Monsieur Marc Boizard, Adjoint aux travaux, expose à l'assemblée que lors des travaux d'agrandissement du local boules, l'entreprise de maçonnerie a dû contourner un regard, ce qui n'était pas prévu dans le devis initial.

Afin de ne pas stopper le chantier, il a été demandé à l'entreprise de faire le nécessaire pour un coût supplémentaire de 433,42 € H.T, soit 518,37 € T.T.C qui seront pris en dépenses imprévues investissement pour être mis à l'article 21318 construction autres bâtiments publics.

Après délibération le Conseil municipal par 17 Voix Pour, décide d'affecter les crédits suivant la proposition du Maire.

33/2009

PLACEMENT DE L'EXCEDENT DE TRESORERIE

Monsieur Trouilloud Roger, Adjoint aux finances expose à l'assemblée que la commune dispose d'une avance de trésorerie, qui sera utilisée pour les prochains investissements, en particulier pour les travaux différés : construction du bâtiment FCG. Une partie de cette avance de trésorerie peut être placée sur des comptes à terme.

d'ouvrir un compte à terme à partir du 25 mai 2009 et de placer la somme de 250 000,00 € pour une durée de 3 mois

Après discussion et délibération le Conseil municipal décide à l'unanimité, de donner son accord et de déléguer à Monsieur le Maire le soin d'entreprendre toutes les démarches nécessaires.

COMMISSIONS

Finances et associations sportives

Le bâtiment actuel du camping et du foot sera démoli en juillet. Monsieur le maire souhaite que les appels d'offre pour les travaux de construction du nouveau bâtiment soient lancés en même temps que l'instruction du permis de construire afin de ne pas perdre de temps.

Urbanisme

Monsieur le Maire a rencontré le nouveau directeur de l'OPAC.

Un voisin des Terrasses de Crossey a saisi le conciliateur de justice pour des problèmes dûs au chantier.

Une enquête publique va être lancée pour le transfert de voirie vers les lotissements du bourg et du Verger.

Une réunion d'information sur le PLU est prévue avec un intervenant pour le 28 mai à 17 h.

Une réunion de la commission d'urbanisme aura lieu le 19 mai, Monsieur le Maire souhaite voir les dossiers la semaine précédente car il sera absent le jour de la commission.

Travaux

Les élus ont rencontré l'entreprise ACEM titulaire du lot 4 étanchéité pour le gymnase afin d'évoquer les problèmes de mise en œuvre de la toiture végétalisée. La commune est dans l'attente de la proposition de l'entreprise pour remédier à ces problèmes.

Les travaux de fermeture de l'enceinte du restaurant scolaire sont terminés. Le portail sera fait par les services techniques.

Les travaux d'aménagement de la rue du Magnin débuteront le 11 mai.

Le revêtement du grand virage sur la RD 520 devrait être fait d'ici fin juin.

Divers marchés sont en cours : peinture des bâtiments, voirie, signalisation, entretien des terrains de foot. Un autre va être lancé pour le mur du Colombier.

Des élus se sont rendu sur le terrain avec l'entreprise chargée de faire le forage pour l'alimentation en eau du système d'arrosage des terrains de foot. Un petit abri devra être fait pour protéger les éléments techniques : électricité, filtre etc.

Vie du village

L'ouverture des plis de l'appel d'offre pour l'aménagement du cœur du village se fera le 11 mai dernier jour de réception des offres.

Scolaire et Solidarité Inter-génération

Une réunion a eu lieu avec la commune de St Aupre pour envisager un appel d'offre commun pour la restauration scolaire. Des difficultés sont apparues car les besoins et les financements des 2 communes sont différents

Le Maire clôt la séance à 23 h 00

La prochaine réunion du Conseil municipal est prévue le lundi 8 juin 2009 à 20 h 30.